

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISSANT LES MARDI ET VENDREDI

Philippe MACHENAUD-JACQUIER
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

Matahiti 166
N° 82 - Numera Hau

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 13
no Atopa 2017

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 50 05 85

*NUMERO COMPLEMENTAIRE
au JOPF n° 82 du 13 Octobre 2017*

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Pages

Arrêté n° 1819 CM du 12 octobre 2017 fixant les modalités d'application de la délibération n° 2017-90 APF du 19 septembre 2017 portant instauration d'une aide financière aux particuliers pour l'installation d'une unité de production d'énergie photovoltaïque en Polynésie française	14980
Arrêté n° 1820 CM du 12 octobre 2017 portant modification de l'arrêté n° 415 CM du 6 avril 2017 portant désignation des représentants de la Polynésie française auprès de la Banque SOCREDO	14981

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 741 PR du 11 octobre 2017 portant composition du jury de la session d'examen du brevet professionnel polynésien de guide d'activités physiques de pleine nature, mention "activités lagonaires" organisée en octobre 2017 à Bora Bora.	14982
---	-------

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 1819 CM du 12 octobre 2017 fixant les modalités d'application de la délibération n° 2017-90 APF du 19 septembre 2017 portant instauration d'une aide financière aux particuliers pour l'installation d'une unité de production d'énergie photovoltaïque en Polynésie française.

NOR : ENR1721915AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la culture, de l'environnement, de l'artisanat et de l'énergie, en charge de la promotion des langues et de la communication,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-3 du 11 février 2009 portant aménagement d'un régime fiscal et douanier privilégié en matière d'énergie et de développement durable, notamment ses articles LP. 3 et LP. 4 ;

Vu la loi du pays n° 2013-27 du 23 décembre 2013 relative aux principes directeurs de la politique énergétique de la Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2013-28 du 23 décembre 2013 relative à la production d'énergie électrique ;

Vu l'arrêté n° 976 CM du 1er juillet 2009 portant application des articles LP. 3 et LP. 4 de la loi du pays n° 2009-3 du 11 février 2009 portant aménagement d'un régime fiscal et douanier privilégié en matière d'énergie et de développement durable ;

Vu la délibération n° 2017-90 APF du 19 septembre 2017 portant instauration d'une aide financière aux particuliers pour l'installation d'une unité de production d'énergie photovoltaïque en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 11 octobre 2017,

Arrête :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions et les modalités d'application de la délibération n° 2017-90 APF du 19 septembre 2017 portant instauration d'une aide financière aux particuliers pour l'installation d'une unité de production d'énergie photovoltaïque en Polynésie française susvisée.

Art. 2. — Le service en charge des énergies est chargé du secrétariat et de l'instruction des demandes d'aide à l'installation d'une unité de production d'énergie photovoltaïque en Polynésie française.

Art. 3. — Les demandes d'aide financière régie par la délibération n° 2017-90 APF du 19 septembre 2017 susvisée font l'objet d'un dépôt d'un dossier de demande au secrétariat visé à l'article 2, au moment de la déclaration préalable d'exploiter une unité de production d'énergie électrique réglementée par la loi du pays n° 2013-27 du 23 décembre 2013 relative à la production d'énergie électrique. Elles font mention des informations suivantes :

- les nom et prénom du demandeur ;
- le n° TAHITI ;
- les coordonnées (géographique, postale, tél., mail) ;
- la destination de la propriété sur laquelle va être installé le projet ;
- les caractéristiques techniques du projet :
 - puissance de l'installation ;
 - type d'installation (raccordement ou non au réseau public de distribution) ;
 - première installation ou augmentation d'une installation existante ;
 - en site isolé :
 - capacité, type et tension d'utilisation des batteries ;
 - tension Vmp des modules solaires ;
 - présence éventuelle d'un générateur d'appoint ;
 - type de régulateur solaire ;
 - nombre de jours d'autonomie dimensionnés ;
 - ratio de la quantité d'énergie stockée dans les batteries, exprimée en watt-heure (Wh), divisée par la puissance crête des modules solaires, exprimée en watt crête (Wc),

- en connecté réseau :
 - puissance de l'onduleur ;
 - type de production ;
 - présence d'équipements consommateurs en journée ;
 - souscription à un contrat de maintenance.

Art. 4. — Les demandes d'aides sont accompagnées des justificatifs suivants :

- le titre de propriété ;
- l'attestation à jour des impôts fonciers et des impôts sur les transactions, le cas échéant ;
- la déclaration d'exploiter préalable à l'installation d'une unité de production d'énergie photovoltaïque auprès du service en charge des énergies ;
- le devis estimatif de l'installation projetée.

Art. 5. — Une fois l'installation de l'unité de production d'énergie photovoltaïque réalisée, le bénéficiaire transmet au service visé à l'article 2 les justificatifs suivants :

- la facture acquittée de l'installation de l'unité de production d'énergie photovoltaïque précisant les caractéristiques techniques ;
- l'attestation de l'installateur certifiant que l'unité de production a fait l'objet d'une installation conforme aux normes en vigueur.

Art. 6. — Le service visé à l'article 2 est habilité à solliciter toute pièce justificative nécessaire à l'instruction du dossier ou prévue par les dispositions légales et réglementaires.

Art. 7. — Le dispositif d'aide financière aux particuliers pour l'installation d'une unité de production d'énergie photovoltaïque en Polynésie française entre en vigueur dès la publication du présent arrêté.

Art. 8. — Cette dépense est imputable au budget général de la Polynésie française :

- pour les aides inférieures à *deux cent cinquante mille francs CFP* (250 000 F CFP), à la section de fonctionnement, chapitre 974, sous-chapitre 974-04, article 652-5 ;
- pour les aides supérieures ou égales à *deux cent cinquante mille francs CFP* (250 000 F CFP), à la section investissement, chapitre 904, sous-chapitre 904-04, article 652-5.

Le service en charge des énergies est chargé de la liquidation de cette aide. Le comptable assignataire est la paierie de la Polynésie française.

Art. 9. — Le ministre de la culture, de l'environnement, de l'artisanat et de l'énergie, en charge de la promotion des langues et de la communication, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 octobre 2017.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la culture,
de l'environnement,*

de l'artisanat et de l'énergie,

Heremoana MAAMAATUAIAHUTAPU.

ARRETE n° 1820 CM du 12 octobre 2017 portant modification de l'arrêté n° 415 CM du 6 avril 2017 portant désignation des représentants de la Polynésie française auprès de la Banque SOCREDO.

NOR : DBF1700644AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands projets d'investissement et des réformes économiques,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi n° 83-597 du 7 juillet 1983 modifiée relative aux sociétés d'économie mixtes locales ;

Vu le code du commerce ;

Vu le code monétaire et financier ;

Vu les statuts de la SOCREDO, notamment son article 7 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre de l'outre-mer en date du 15 février 2007 portant approbation des statuts de la Banque SOCREDO ;

Vu l'arrêté n° 415 CM du 6 avril 2017 portant désignation des représentants de la Polynésie française auprès de la Banque SOCREDO ;

Vu la lettre n° 6443 PR du 15 septembre 2017 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 18 septembre 2017 ;

Vu l'avis n° 188-2017 CCBF/APF du 26 septembre 2017 de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 11 octobre 2017,

Arrête :

Article 1er. — Le deuxième tiret de l'article 2 de l'arrêté du 6 avril 2017 est rédigé ainsi qu'il suit :

“- Mme Tea Frogier ;”.

Art. 2. — Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands projets d'investissement et des réformes économiques, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 octobre 2017.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,
Teva ROHFRITSCH.*

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 741 PR du 11 octobre 2017 portant composition du jury de la session d'examen du brevet professionnel polynésien de guide d'activités physiques de pleine nature, mention "activités lagunaires" organisée en octobre 2017 à Bora Bora.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-35 APF du 12 février 2004 relative au régime indemnitaire des personnes ne relevant pas de l'administration de la Polynésie française et de ses établissements publics qui participent aux travaux des jurys d'examens des diplômes sportifs, de jeunesse et de loisirs de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 610 CM du 5 avril 2004 modifié relatif au régime indemnitaire des personnes ne relevant pas de l'administration de la Polynésie française et de ses établissements publics qui participent aux travaux des jurys d'examens des diplômes sportifs, de jeunesse et de loisirs de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1709 CM du 28 septembre 2017 portant création et organisation du brevet professionnel polynésien de guide d'activités physiques de pleine nature ;

Vu l'arrêté n° 1777 CM du 6 octobre 2017 portant création et organisation de la mention "activités lagunaires" du brevet professionnel polynésien de guide d'activités physiques de pleine nature,

Arrête :

Article 1er.— La composition du jury de la session d'examen du brevet professionnel polynésien de guide d'activités physiques de pleine nature, mention "activités lagunaires" organisée du 16 au 19 octobre 2017 à Bora Bora, est fixée comme suit :

Le directeur de la jeunesse et des sports ou son représentant, *président du jury* ;

Au titre de formateurs et cadres techniques :

- Mme Hina Grepin-Louison, chef du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles ;
- M. Bruno Jordan, chef du service du tourisme ;
- Mme Claire Serin, titulaire d'un diplôme d'Etat conférant le titre de maître-nageur sauveteur, agent de la direction de la jeunesse et des sports ;
- M. Sylvain Defaix, titulaire d'un brevet d'Etat d'éducateur sportif du 2e degré, option taekwondo et d'un brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique, agent de la direction de la jeunesse et des sports ;
- M. Hervé Marre, professeur de sport de la mission d'aide et d'assistance technique jeunesse et sport de l'Etat en Polynésie française ;
- M. Sébastien Dos Anjos, agent du service du tourisme.

Au titre de professionnels dans le domaine des activités lagunaires :

- M. Rainui Besineau, président du Comité du tourisme de Bora Bora et gérant de la société Matira Jet-tours ;
- M. Philippe Hatton, gérant de la SARL Moana Adventure Tours ;
- M. Guilhem Blay, gérant de la SARL Bora Bora Excursions ;
- M. Etienne Baldeschi, assistant du directeur récréation et chef concierge de l'Hôtel Four Seasons de Bora Bora.

Art. 2.— Conformément aux dispositions prévues aux articles 35 et 40 de l'arrêté n° 1709 CM du 28 septembre 2017 susvisé, sont nommés à titre d'experts, pouvant être chargés d'évaluer les compétences des candidats lors des épreuves certificatives, les personnes dont les noms suivent :

- M. Kenji Calmes, titulaire d'un diplôme d'études supérieures spécialisées en management des activités sportives et de loisirs, agent de la direction de la jeunesse et des sports ;
- M. Philippe Idjeri, titulaire d'un master sciences, technologies, santé, agent de l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française ;
- M. Claude Legrand, titulaire d'un brevet d'Etat d'éducateur sportif du 2e degré, option plongée subaquatique, agent de la direction de la jeunesse et des sports ;
- M. Alban Herdzina, titulaire d'un brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, spécialité activités nautiques, mention glisses aérotractées ;
- M. Stéphane Dailly, directeur général de la SARL Moana Adventure Tours.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 octobre 2017.
Edouard FRITCH.